

REVUE DE PRESSE 2017

ORTRA / LE 28

1. Magazine Agora – avril 2017
2. La puce à l'oreille – 6 avril 2017
3. Tribune de Genève – 26 avril 2017
4. Tribune de Genève – emploi – 16 juin 2017
5. Tribune de Genève – emploi – 30 août 2017
6. Entreprise romande – 29 septembre 2017
7. Radio Cité – 10 octobre 2017
8. Tribune de Genève – emploi – 12 octobre 2017
9. Entreprise romande – 13 octobre 2017
10. Radio suisse romande – on en parle – 17 octobre 2017
11. Radio Lac – 17 octobre 2017
12. Tribune de Genève – 18 octobre 2017
13. GHI – 19 octobre 2017
14. Entreprise romande – 24 novembre 2017

ACCOMPAGNER:

Répondre aux besoins du marché du travail

S'appuyant sur une équipe administrative d'une dizaine de personnes et un pool de 130 formateurs, l'OrTra santé-social Genève propose une formation initiale et une formation modulaire au plus près des besoins des employeurs, des employés et des professionnels.



Quatre formations sont dispensées par l'OrTra santé-social Genève: aide en soins et accompagnement (ASA), assistant-e en soins et santé communautaire (ASSC), assistant-e médical-e (AM) et assistant-e socio-éducatif-ve (ASE). Destinées à des adultes en emploi dans les domaines de la santé et du social, elles conduisent à une AFP ou à un CFC. L'OrTra assure également les CIE destinés aux apprentis en formation duale.

Des atouts reconnus par les apprentis comme les professionnels

Les formations modulaires sont ouvertes aux adultes en emploi dans le cadre d'une VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) ou un parcours de perfectionnement professionnel répondant à leur initiative personnelle ou à la demande des employeurs. Les modules de formation entrent dans le CAF (chèque formation). Par ailleurs, ces formations sont dispensées par des formateurs experts dans leur métier et détenteurs de compétences pédagogiques certifiées. Leur accompagnement favorise la mise en pratique des connaissances abordées. Enfin, les contenus sont sur-mesure dans le cadre des ordonnances fédérales, en accord avec les besoins des professionnels, et l'organisation tripartite de l'association, (employeurs, associations professionnelles et syndicats) en adéquation avec le marché du travail.

Prendre plus d'ampleur

À l'avant-garde de la formation modulaire, l'OrTra santé-social Genève entend poursuivre dans cette voie pour permettre aux apprentis d'aller plus loin, vers des formations de type ES, brevet fédéral et même HES. Elle répondra aussi aux demandes accrues de formation: entre 2014 et 2016,

le nombre d'apprentis avoisine les 340 tandis que le nombre d'inscrits en formation modulaire s'envole de 238 à 413 – un essor qui devrait se stabiliser à terme. Enfin, avec ses partenaires, l'OrTra santé-social Genève s'emploie à rendre les «petites formations» pour adultes disponibles sur le marché compatibles avec le CFC et l'AFP. Un geste fort pour la qualification des Genevois!



Claude Howald

Présidente de l'OrTra santé social Genève

Présidente de l'OrTra latine

info@ortra-ge.ch

www.ortra-ge.ch

LOI D'APPLICATION DE LA LOI FÉDÉRALE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE (LALFPR)

Organisations du monde du travail – Missions - Art. 28

Les organisations du monde du travail contribuent à la formation professionnelle, chacune dans son secteur d'activité. Elles ont notamment les tâches suivantes:

- Elles collaborent à l'organisation des programmes d'enseignement prévus par les ordonnances fédérales;
- Elles participent à l'organisation des cours de formation pour formateurs à la pratique professionnelle. Elles peuvent être appelées par le SFOP à organiser elles-mêmes ces cours;
- Elles organisent, en accord avec le SFOP, les cours interentreprises dans le cadre des dispositions légales;
- Elles collaborent aux mesures préparatoires;
- Elles peuvent offrir des cours d'appui aux apprentis;
- Elles veillent à ce qu'il y ait suffisamment de places de formation à la pratique professionnelle et offrent leur aide au placement en apprentissage des jeunes;
- Elles participent à la surveillance de la formation à la pratique professionnelle selon les directives du département;
- Elles sont chargées de la promotion des différentes voies et filières de formation professionnelle;
- Elles participent à la gestion du fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle.

la puce. Dominique Roulin, directrice OrTra santé-social Genève

RTS.ch

- 50:28 Ça jasse à Cully?
- 03:32 Au concert d'Amine et Hamza Mralhi
- 11:40 Les points forts du Cully Jazz
- 12:22 Visite de l'expo "SIDA, une lutte en images"
- 06:33 Rencontre avec Cécile Coulon
- Legend de Linn

La Puce à l'Oreille, hier, 22h45

Vidéos les plus vues



Les images de François Fillon enfariné à son arrivée à un meeting à Strasbourg en France

L'actu en vidéo Hier, 20h01



Episode 7461 Top Models Hier, 17h58



La Norvège va bâtir le premier tunnel pour navires du monde L'actu en vidéo Hier, 16h43



19h30 Hier, 19h30

Afficher plus >

Vidéos les plus récentes

La puce à l'oreille, RTS 1, le 6 avril 2017

Ceci pourrait être
votre publicité!
Communiquez avec
vos clients de demain.

022 322 34 25 T
advertising.tamedia.ch
geneve.publicite@tamedia.ch



Cadres	3	Bâtiment/Construction	5
Petites annonces	3	Enseignement	5
Vente/Représentation	3	Formation	5
Arts et métiers	4	Médical, paramédical et social	5
Emplois divers	4	Restauration/Hôtellerie	5
Finance/Comptabilité	4		

**Abonné(e)
au Journal?
Pensez au digital!**

Activez votre compte digital
tdg.ch/activer

**Tribune
de Genève**

Emploi

**Tribune
de Genève**

Sage-femme, une profession aux multiples visages

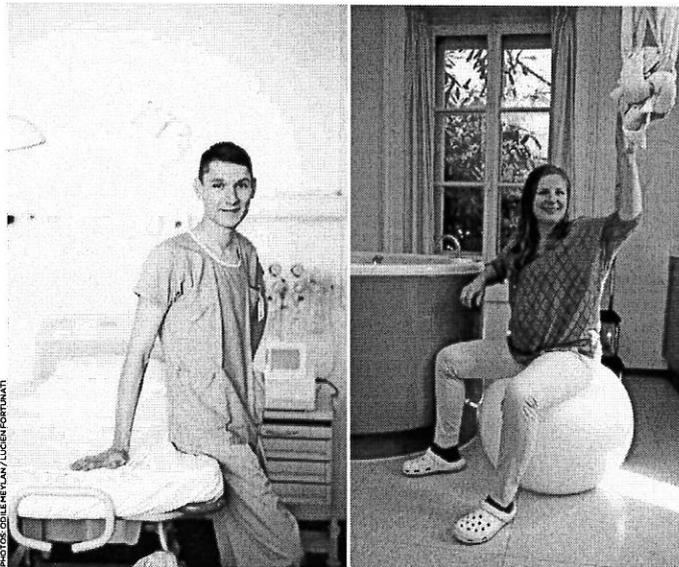
**Entre hôpital
et maison de
naissance,
l'environnement
conditionne
fortement le travail
des professionnels**

Chloé Rosselet
Office pour l'orientation,
la formation professionnelle
et continue (OFPC)

Ecoute, empathie, sensibilité, mais aussi sang-froid, gestion du stress et des émotions. Au service des femmes, des couples et des familles, les sages-femmes doivent assurer un accompagnement bienveillant, quel que soit leur lieu de pratique. De l'activité rythmée d'un service de maternité à l'atmosphère feutrée d'une maison de naissance, les quelque 3680 professionnels suisses de la périnatalité (hommes et femmes, employés ou indépendants) font face au défi toujours renouvelé d'établir l'indispensable relation de confiance avec les patientes et leur entourage.

Spécialiste de l'urgence

Benjamin Gonod est l'un des quatre hommes sages-femmes œuvrant en salle d'accouchement au Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV). Il y côtoie les situations obstétricales les plus variées, de la parturition normale (dite «physiologique») aux cas pathologiques: provocation, prématurité, maladies congénitales, etc. Rompu aux situations de crise, il apprécie la cadence imposée par



Benjamin Gonod, homme sage-femme au CHUV à Lausanne, et Julie Wiederrecht, praticienne indépendante à la maison de naissance La Roseraie à Genève.

3680

Le nombre de professionnels de la périnatalité en Suisse, hommes et femmes, employés ou indépendants

Un métier à découvrir

Aujourd'hui de 14 h à 16 h. Zoom sur la profession de sage-femme HES. Attention: l'événement se déroulera dans les locaux de l'OTra santé-social, rue des Charmilles 28, à

Genève. Entrée libre. Infos sur www.citedesmetiers.ch/geneve et le webmobile citedesmetiers-geneve.mobi, sous la rubrique Agenda. C.R.

son cadre professionnel, exigeant de fortes compétences tant en termes de soins techniques (urgences vitales) que d'appui psychologique. Une assistance morale qui va du réconfort face aux souffrances physiques liées à l'accouchement au soutien lors d'issues fatales (interruption de grossesse, mort in utero du fœtus, etc.).

«En milieu hospitalier, il faut se mettre rapidement dans une posture de partage pour amener au plus vite les patientes à un lâcher-prise bénéfique face à la douleur», explique le jeune homme. Avec une moyenne de 10 accouchements par jour à la maternité, le sens des relations humaines et la facilité de contact sont des qualités indispensables.

Et le facteur genre? «Être un homme dans un environnement très féminin représente parfois un atout au contact des futurs pères. Mais il arrive aussi que le facteur culturel prenne le dessus, engendrant la méfiance de certaines parturientes à mon égard.» Soucieux de cette problématique, Benjamin Gonod a appris quelques phrases en langues étrangères afin de mettre à l'aise ses patientes allophones. Il a également suivi des cours d'improvisation théâtrale pour canaliser son stress et maîtriser sa gestuelle et ses expressions faciales.

Suivi étendu

En maison de naissance, seuls les accouchements physiologiques sont pratiqués. Les sages-femmes assurent le suivi global des jeunes mères, des premières semaines de grossesse (contrôles) au post-partum (soins du nouveau-né, conseil en allaitement, etc.). L'approche

de la maternité est fondée sur le principe de l'encadrement personnalisé: «Nous adaptons nos compétences au projet de naissance des futurs parents, qui souhaitent, dans la mesure du possible, garder le contrôle de cet événement unique, indique Julie Wiederrecht, sage-femme indépendante liée à la maison de naissance La Roseraie, à Genève. Cette pratique du métier permet de tisser une relation profonde avec les patientes.» La contrepartie? «Une grande disponibilité de notre part, notamment pour les gardes et les visites à domicile, parfois le week-end.»

Formation en mouvement

À Genève, les spécialistes de la maternité sont formés en trois ans par la Haute Ecole de santé (HEdS). La filière, soumise à régulation, accueille une trentaine d'étudiants par volée. De son côté, la Haute Ecole de santé Vaud (HE-SAV) propose un cursus en deux ans ouvert aux titulaires d'un Bachelor of Science HES-SO en Soins infirmiers (ou équivalent). Les deux types de formation délivrent le même diplôme: le Bachelor of Science HES-SO en sage-femme, nécessaire à l'exercice du métier.

Dès septembre 2017, les diplômés auront la possibilité de poursuivre leurs études par le biais du nouveau master en Sciences de la Santé (délai d'inscription: 30 avril, informations sur www.hes-so.ch). Issu d'une collaboration entre l'Université de Lausanne (UNIL) et la HES de Suisse occidentale (HES-SO), ce cursus donnera accès à des postes d'enseignement et de recherche, de gestion de projet, de management d'équipes, etc.

Apprentissage Des banques proposent des stages rémunérés aux apprentis et aux gymnasiens **Page 2**

Formation EVA est devenu le test de référence des entreprises formatrices à Genève **Page 6**

Formation continue

Le CFC d'assistant socio-éducatif a le vent en poupe

Formation modulaire et validation des acquis sont les deux voies permettant d'obtenir ce diplôme

Dans quelques jours, Hugo Sabogal passera son dernier examen en vue de l'obtention du CFC d'assistant socio-éducatif (ASE), validant ainsi une expérience

pratique de quinze ans dans une entreprise sociale d'intégration professionnelle. Pour cela, le futur ASE a suivi l'un des deux dispositifs mis en place à Genève par Qualifications + (Q+), une structure de l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC), afin de certifier les adultes dans cette profession.

«Comme ma pratique professionnelle antérieure en tant que maître socio-professionnel était trop éloignée de celle du métier d'ASE, Q+ m'a proposé la voie de la formation modulaire», explique Higo Sabogal, qui a dû par ailleurs trouver un emploi dans la profession visée pendant la durée (deux ans) de ses 12 modules. Une condition sine qua non pour poursuivre la démarche de qualification. «Cette expérience sur le terrain est indispensable, commente Dominique Roulin, directrice de l'OrTra santé-social Genève. Elle permet la mise en pratique de la théorie dispensée durant les cours et alimente le travail personnel à domicile.»

Taux de réussite élevé
Flavia Mooser, qui a décroché son CFC en mars dernier, a bénéficié, elle, du second dispositif: la Validation des acquis de l'expérience (VAE). «Après avoir occupé pendant plus de neuf ans la fonction d'auxiliaire en crèche, j'ai ressenti le besoin d'obtenir une reconnaissance officielle de mes compétences professionnelles afin d'assurer ma mobilité sur le marché du travail», explique la jeune femme.

Dans le cadre de la VAE, les candidats doivent réaliser un dossier de preuves attestant de leurs compétences professionnelles et de leur niveau de culture générale. Pour Flavia Mooser, les choses ont été plutôt simples: déjà au bénéfice d'un CFC de couturière, elle a



Flavia Mooser: «J'ai ressenti le besoin d'obtenir une reconnaissance officielle de mes compétences professionnelles afin d'assurer ma mobilité sur le marché du travail». KARIN SAXER/RAHOUN/OFPC-SISP

été dispensée de la preuve du niveau de culture générale et l'expertise de son dossier lui a accordé l'ensemble des compétences métier.

«Le taux de réussite en VAE est très élevé, puisque 70% des candidats réussissent sans avoir besoin de compléments de formation, rappelle Daniel Zwahlen, conseiller en formation à Q+. Deux tiers de nos candidats suivent

cette voie, car le milieu professionnel dispose d'un important vivier de personnes au bénéfice d'une longue expérience.»

Perspectives d'avenir

Hugo Sabogal et Flavia Mooser semblent donc avoir fait les bons choix. Le secteur de la santé et du social est en pleine expansion. Une formation de

niveau CFC y offre de nombreuses opportunités professionnelles. «Sans oublier que la qualification des adultes est désormais pleinement reconnue par les milieux professionnels, assure Cyrille Salort, directeur du Service de la formation continue à l'OFPC. Elle est appréciée quantitativement, comme un moyen efficace de lutte contre la pénurie de personnel qualifié, mais aussi qualitativement, en étant considérée comme un dispositif de formation équivalent à l'apprentissage.»

Vaud intéressé par la VAE

A Genève, 280 adultes suivent l'une de ces deux voies de qualification. Le dispositif VAE intéresse particulièrement le canton de Vaud, qui s'est attelé à la mise en place de celui d'ASE. Il demarrera en automne prochain, mais les adultes peuvent déjà se certifier dans ce métier en suivant la voie du positionnement professionnel. Ce système leur permet d'intégrer un niveau de cours correspondant à leurs compétences, avant de devoir se présenter à l'ensemble des examens de fin d'apprentissage.

Karin Saxer Rahmoun-OFPC

PUBLICITÉ



Bart van Straten
General Manager,
Van Straten Medical
Alumnus 1996



Viktor Gobin
Founder,
Nobelski
Alumnus 2006

Emilija Petrova
Managing Director,
Trade Resource GmbH
Alumnus 2002

Peter von Forstner
Managing Director,
Hansler Automobiles
Alumnus 2010

At EU Business School, you don't just learn from entrepreneurs, you become one!

ON-SITE, ONLINE AND EXECUTIVE MBA PROGRAMS | CLASSES IN ENGLISH | INTERNATIONAL ENVIRONMENT | GLOBAL NETWORK, CAMPUS EXCHANGE POSSIBILITIES

BARCELONA | GENEVA | MONTREUX | MUNICH | ONLINE



Apprentissage

Zooms Métiers: coup de projecteur sur des dizaines de professions

De l'artisanat au numérique, la saison 2017-2018 conjuguera tradition et innovation

Chloé Rosselet

Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC)

Second œuvre, métiers du bois, génie civil, mais aussi informatique, design de jeux vidéo, communication visuelle ou journalisme: la saison 2017-2018 des Zooms Métiers mise sur la diversité.

Pour de nombreux jeunes, issus notamment du Cycle d'orientation (CO), ces rencontres constituent souvent l'une des premières étapes d'information dans leur parcours d'orientation. «Les Zooms Métiers permettent d'aiguiser la curiosité des élèves en âge de choisir leur voie de formation secondaire et leur ouvrent de nouveaux horizons. C'est une démarche primordiale», confirme Mathias Schumann, enseignant au CO des Colombières, à Versoix.

Lors de la saison 2016-2017, 2256 personnes au total, dont 45% sont en provenance du CO, se sont ainsi déplacés à l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC) ou dans les locaux de ses partenaires



Lors du Zoom Architecture et Génie civil, le public a l'opportunité de découvrir certains outils spécifiques, tels que les logiciels de dessin ou encore les maquettes. OFPC-SISP

Pour aller plus loin

En complément des Zooms Métiers, les Zooms Entreprises permettent aux candidats à la formation professionnelle de découvrir une grande entreprise formatrice ou une association proposant de nombreuses places d'apprentissage.

Après une brève séance de présentation, un recrutement en direct permet aux jeunes intéressés d'échanger avec les formateurs et de défendre leur dossier de candidature. Les Zooms Entreprises se déroulent le jeudi, entre 17 h et 19 h. Comme les Zooms Métiers, ils

sont gratuits et sans rendez-vous. Calendrier et programme complets des Zooms Métiers et des Zooms Entreprises sur le site internet www.citedesmetiers.ch/geneve, sous la rubrique «Agenda». **C.R.**

lors des 26 mercredis après-midis prévus au calendrier.

Zooms délocalisés

Pour la saison à venir, le programme suit sa ligne, fondamentalement hétéroclite. La plupart des Zooms (dont les «grands classiques» que sont Architecture et Génie civil, Police détention, Horlogerie, Aviation, etc.) se tiendront à l'OFPC. Ils se dérouleront généralement de 14 h à 16 h, en deux temps: une présentation des métiers et des formations précédera des démonstrations et des échanges informels avec les professionnels et les jeunes en formation présents sur place.

Des rendez-vous seront toutefois fixés hors murs pour accompagner le public au cœur de l'action. Ce sera notamment le cas des Zooms dédiés à l'électricité, à la Radio Télévision Suisse (RTS) ou aux activités de la scène (Théâtre du Grütli). Le «28», l'espace d'information et de conseil de l'OrTra santé-social Genève, accueillera aussi plusieurs rencontres et présentations. «Depuis l'an dernier, notre partenariat avec l'OFPC a permis de mettre en commun nos réseaux et nos canaux de diffusion. La complémentarité de nos lieux d'accueil a aussi contribué à développer de manière positive la promotion de notre secteur d'activité», se réjouit Dominique Roulin, directrice de l'association faitière genivoise des métiers de la santé.

Assurer la relève

Certaines professions du domaine

sanitaire peinent à former une relève permettant de répondre aux besoins croissants de la population. Conscients de cette problématique, l'OFPC et l'OrTra santé-social Genève proposeront cette année plusieurs Zooms consacrés aux métiers à forte employabilité, en particulier dans les secteurs des soins à la personne et des soins dentaires. «Il s'agit de présenter au grand public des métiers émergents ou encore méconnus, correspondant à différents degrés de formation, CFC, ES ou HES», ajoute Dominique Roulin. Sur le terrain, les équipes sont généralement pluridisciplinaires et complémentaires, d'où la nécessité de former des professionnels (hommes et femmes) dans toutes les disciplines et à tous les niveaux.»

Le Zoom «Nouveaux métiers de la santé» présentera ainsi les activités d'acousticien en systèmes auditifs, de technologue en stérilisation et d'assistant en promotion de l'activité physique et de la santé (APAPS).

Indispensable partenariat

La saison 2017-2018 sera plus que jamais placée sous le signe du partenariat, dès son Zoom inaugural consacré aux métiers de l'électricité, le mercredi 27 septembre. L'événement est organisé avec l'Union suisse des installateurs-électriciens (USIE) dans le cadre de la tournée de son SmartHomeMobil, imposant camion de présentation des professions de la branche, qui sera basé sur la Plaine de Plainpalais et ouvert au public du 25 au 29 septembre inclus.

PUBLICITÉ

Emploi Tribune de Genève

Votre **cahier emploi** disponible **7j/7** sur **le web!**



A découvrir sur www.tdgemploi.ch

VALIDATION DES ACQUIS

Obtenir un CFC ou une AFP sans passer par l'apprentissage

Développée à Genève depuis les années 1990, la validation de acquis permet à des personnes sans formation professionnelle reconnue de faire valider leurs compétences et d'obtenir un titre. Les règles fédérales ont néanmoins freiné l'élan genevois.

PIERRE CORMON

Alors que la Confédération veut permettre à un maximum d'adultes sans formation reconnue de pouvoir acquérir des qualifications professionnelles afin de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre, le canton Genevois n'a pas attendu l'impulsion fédérale pour s'attaquer à cette question. Il a même joué un rôle pionnier. C'est en effet là que les premières expériences de validation des acquis ont été faites en Suisse, dans les années 1990. Jusque-là, le chômage touchait surtout des personnes ayant

des profils un peu en marge, par exemple des personnes connaissant des difficultés sociales. «On s'est brusquement trouvé avec un chômage de masse, qui touchait tous les secteurs et des personnes jusque-là bien intégrées sur le marché du travail», se souvient Grégoire Évéquoz, directeur général de l'Office pour la formation professionnelle et continue (OFP) du canton. «Les personnes qui n'avaient pas de qualification étaient celles qui avaient le plus de peine à retrouver un emploi.»

COMPÉTENCES NON RECONNUES
Or, une personne sans qualification reconnue peut néanmoins

avoir des compétences. Elle peut les avoir acquises sur le terrain, en travaillant. Elle peut également avoir effectué dans un autre pays une formation qui n'est pas reconnue en Suisse. Dans l'un et l'autre cas, ses compétences, bien que réelles, sont difficiles à faire valoir sur le marché du travail, faute d'avoir été sanctionnées par un diplôme reconnu. D'où l'idée de proposer à ces personnes la validation des acquis, une approche mise en œuvre dès cette époque à Genève, dans le cadre d'un projet-pilote soutenu par la Confédération.

De quoi s'agit-il? Pour chaque métier concerné, des professionnels établissent des référentiels de compétences qui définissent précisément quelles sont celles que doit posséder une personne prétendant à un titre (attestation de formation professionnelle ou certificat fédéral de capacité). Le candidat constitue un dossier dans lequel il présente les éléments permettant de juger si c'est le cas ou non. «Par exemple, si vous avez travaillé quatre ans dans un palace, il est clair que vous avez des compétences solides en relation clientèle», explique Frank Sobczak, directeur du département de la formation de la FER Genève. Des experts

examinent ensuite les dossiers. Si toutes les compétences du référentiel sont validées, le titre (CFC ou AFP) est accordé. Sinon, la personne peut suivre des modules complémentaires pour les compétences qui ne l'ont pas été. Ils donnent lieu à des examens.

«Contrairement à ce qu'on entend parfois, la validation des acquis ne donne donc pas droit à des titres au rabais», souligne Frank Sobczak. «Bien au contraire. Si quatre de mes compétences ne sont pas reconnues, je devrai me former et obtenir la moyenne précisément dans ces quatre domaines, alors que ce sont mes points faibles, sans avoir la possibilité de compenser avec mes points forts. C'est donc plus exigeant.»

GAGNANT-GAGNANT

Genève s'est lancée résolument dans la validation des acquis, accessible à toutes les personnes domiciliées depuis au moins un an à Genève. Elle en a proposé dans une trentaine de professions. «On s'est rendu compte que tout le monde y gagnait», raconte Frank Sobczak. «La personne a de meilleures perspectives de carrière. L'employeur bénéficie de collaborateurs plus qualifiés.

La branche bénéficiaire d'un plus grand réservoir potentiel de travailleurs qualifiés. Et la collectivité a moins de chances de voir ces personnes au chômage.»

Fort de l'expérience genevoise, la Confédération a introduit le concept dans la Loi sur la formation professionnelle, entrée en vigueur en 2004. Elle a malheureusement introduit une disposition qui a considérablement freiné l'élan genevois. Elle a en effet stipulé que, pour que l'on pratique la validation des acquis dans une branche donnée, il faut passer par l'ORTRA nationale.

L'ORTRA? On désigne par là les organismes issus du monde du travail – généralement du patronat – qui s'occupent de formation professionnelle. C'est notamment eux qui organisent les cours interentreprises que suivent les apprentis. «Or, dans certains métiers, l'ORTRA nationale ne veut pas de validation des acquis», regrette Grégoire Évéquoz. «Cette exigence nous a donc posé un gros problème.»

CHUTE DRASTIQUE

Le nombre de métiers dans lequel il est possible de faire valider ses acquis à Genève est donc passé d'une trentaine à une dizaine. «Plutôt que de

Flor, Amanda, Hortense, leurs projets et leurs rêves

Flor a un rêve. Elle aimerait devenir infirmière, un domaine dans lequel Genève ne parvient pas à former assez de main-d'œuvre. Si elle a obtenu un diplôme d'infirmière technique au Pérou, son pays d'origine, il n'est pas reconnu en Suisse. Elle a donc décidé de se qualifier par étapes. Travaillant depuis cinq ans en tant qu'aide-soignante dans un EMS, elle a déjà passé un diplôme d'aide en soins et accompagnement et réalise maintenant une démarche de validation des acquis pour obtenir le diplôme d'assistante en soins et santé communautaires (ASSC), qui recoupe en partie la formation qu'elle a effectuée au Pérou. Elle veut ensuite trouver le moyen de passer le diplôme d'infirmière. Comme elle continue à travailler à plein temps, sans décharge, et qu'elle a une famille, il ne lui reste plus beaucoup de temps libre. «J'ai dû laisser tomber la course à pied», raconte-t-elle.

Ce jeudi après-midi, elle suit une formation à l'ORTRA santé-social de Genève, avec deux formatrices et une dizaine d'apprenantes. Il s'agit notamment de nourrir par la voie digestive un patient incapable de déglutir – ce qu'on appelle alimentation entérale. Les apprenantes, encadrées par deux formatrices,

se répartissent autour de trois lits d'hôpitaux occupés par des mannequins. La manière de faire a été exposée au début de la séance, il faut maintenant la mettre en pratique.

Les apprenantes officient à tour de rôle, sous l'œil attentif de leurs condisciples et des deux formatrices. Les formatrices prodiguent leurs conseils et les futures assistantes en soins et santé communautaires s'entraînent, s'assurant que celle qui est au chevet du malade fictif n'a pas oublié un geste ou procédé de manière adéquate.

Amelia, elle, compte plus de vingt ans d'expérience en tant qu'aide-soignante dans un EMS, mais n'a encore jamais eu l'occasion d'effectuer de l'alimentation entérale. «Je suis ici pour aller plus loin», raconte-t-elle. «Mon employeur m'a proposé de passer le diplôme d'ASSC et j'ai accepté avec plaisir. Obtenir un diplôme me permettra de pouvoir faire des choses que je ne pouvais pas faire auparavant. Je dépendrai moins des infirmiers et pourrai prendre moi-même des décisions que je ne peux pas prendre actuellement, avec plus de confiance en moi.»

A ses côtés, Hortense, qui travaille en tant qu'aide-soignante, a des motivations d'un autre type. Le diplôme d'assistante-in-

firmière qu'elle a passé dans son pays d'origine n'est plus reconnu en Suisse. Elle estime donc travailler en dessous de ses capacités. «Je suis ici pour retrouver mon niveau», explique-t-elle. «Des fois, au travail, j'aimerais intervenir, faire des remarques sur ce que je vois mais je ne le peux pas parce que je n'ai pas un statut qui me le permette. J'espère qu'avec ce diplôme, je pourrai obtenir un poste dans lequel je puisse m'épanouir.»

Mais si certains de ses collègues ont pu effectuer cette démarche avec le plein appui de l'établissement, quand Hortense a décidé de se lancer le directeur avait changé. Le nouveau n'est pas favorable à la validation des acquis. Elle se qualifie donc sur son temps libre et ses vacances. Flor, Amelia et Hortense, comme leurs condisciples, passeront un examen théorique en octobre, puis devront valider leurs connaissances pratiques lors d'un stage sur le terrain. Si tout se passe bien, elles pourront alors recevoir un diplôme qui leur permettra de progresser dans leur vie professionnelle et donnera l'occasion aux employeurs du secteur de disposer de nouvelles ressources en main-d'œuvre qualifiée. C'est ce qu'on appelle un système gagnant-gagnant. ■



FLOR effectue une procédure de validation des acquis tout en continuant à travailler.

92.2 Radio Cité Genève DAB+

92.2 Radio Cité Genève www.radiocite.ch

Magazines Culture Musique Communautés genevoises L'équipe Programme

|| 🔊 📺

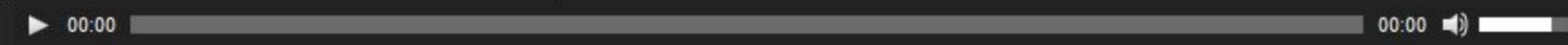
Actualités



Le Grand Invité

10/10/2017

« Un truck d'information sur les métiers de la santé et du social à Genève », avec Yannick Marguerat, chargé de communication pour le centre d'information « le 28 », au micro de Gilles Soulhac.



Le Grand Format

ON AIR

Radio Cité Genève

PROGRAMME À VENIR

-  **Culture**
🕒 08:45 🕒 09:00
-  **Radioliteractif**
🕒 09:15 🕒 10:00
-  **La pensée du jour**
🕒 10:00 🕒 10:15
-  **Rencontres**

24 heures
Tribune
de Genève

apprentissage

Santé Le domaine des soins à la personne étouffe son offre de formation

Fer de lance dans l'apprentissage des ASA, les HUG tablent sur ce cursus pour rassurer une relève aux compétences certifiées

Mrs Mizrahi

Officia pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC)

Près de 1000 aides-soignants, dont une moitié est au bénéfice du titre d'aide en soins et accompagnement (ASA), travaillent dans les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). L'institution genevoise s'est lancée dès 2012 dans cette formation en deux ans menant à l'attribution fédérale de formation professionnelle (AFP). Elle est aujourd'hui l'entreprise formatrice la plus importante dans ce métier avec près de 30 apprentis par voies, principalement des jeunes femmes, «nous sommes attirés parce qu'on a un potentiel de croissance», note Marie-Josée Roulin, directrice adjointe des soins aux HUG. A leur entrée en formation, nos apprentis sont âgés entre 18 et 25 ans. Leur parcours scolaire a souvent été ponctué de ruptures, raison pour laquelle elles ont parfois besoin d'acquiescer une certaine ma-



Aide en soins et accompagnement (ASA) aux Hôpitaux universitaires de Genève, Katérine Tabares Montre concède que son métier est dur physiquement, mais s'investit avec passion

Zoom sur les métiers de la santé à la personne

Le mercredi 18 octobre, la présentation des métiers d'aide en soins et accompagnement APP (ASA), assistant en soins et santé communautaire CFC? (ASSC) et soins infirmiers (IIS), De 14 h à 16 h, présentation des filières de formation et rencontres avec les profession-

nels du domaine. Attention, le Zoom aura lieu dans les locaux de l'OFTRA santé & social à 28e, 28, rue des Charmilles. Tout public, entrée libre. Programme complet sur www.cfdesmetiers.ch/genève, rubrique «agenda», 14M.

tié avant d'intégrer à nouveau le système de formation.»

Le sens des soins

Arrivée de Colombie à l'âge de 13 ans, Katérine Tabares Montana est passée d'une classe d'accueil à l'École de culture générale (ECG) avant d'entrer à Tremplin-Jeunes (structure d'orientation de l'OPPC pour jeunes sans formation). Un passage salutaire puisque des tests vont lui révéler son penchant pour l'altruisme et la conduite vers un premier siège aux HUG.

«Tout était nouveau. De la façon de parler à celle de faire le lit. J'avais trouvé ma voie», se souvient la jeune femme qui entame à 19 ans sa formation d'ASA. «Ces jeunes, immédiatement plongés dans la pratique, s'intègrent dans des équipes de soins composées d'un personnel au parcours de vie similaire au leur, qui donne un bel exemple de réussite», analyse Marie-Josée Roulin. En entrant dans l'histoire des patients, les ASA développent des compétences relationnelles multiples en fonction de l'établissement dans lequel ils œuvrent. Si dans un EMS les habitudes des patientes sont prises en compte dans la chronologie des soins, les séjours en hôpital, relativement courts, contraignent les ASA à établir rapidement une relation de confiance avec le patient. Souvent, être sensible à sa détresse, adapter la tonalité de sa voix sont autant d'apports essentiels au bon déroulement de l'accompagnement. Mais que se passe-t-il dans la chambre, lorsque avec le patient une petite conversation, dépeint Katérine Tabares Montana, je me présente et explique pourquoi je suis là. Si certains sont parfois agressifs, je essaie de en comprendre la raison et je m'organise en conséquence pour leur laisser du temps.» La jeune femme, désormais engagée aux HUG en tant qu'ASA professionnelle, le concède: «Mon métier est dur physiquement. Mais il m'apporte de la satisfac-

tion lorsque je sens que j'ai fait du bien à quelqu'un d'autre.»

Métier d'avenir

Des formations continues en lien avec la relation du patient, la pratique des outils informatiques, le matériel de soins ou la prévention des infections sont offertes au personnel d'aide en soins et accompagnement. «La validation des acquis de l'expérience (VAE) pour l'obtention du diplôme d'ASA permet aux aides-soignants qui souhaitent d'évoluer dans les soins, par exemple vers le métier d'assistant en soins et santé communautaire (ASSC) ou celui d'agent de spécialisation», relève Marie-Josée Roulin. Les HUG organisent également tous les deux ans un forum des ASA ouvert à tout le personnel de Suisse romande.

Moins développée dans le canton de Vaud, la formation d'ASA est, à l'heure actuelle, essentiellement délivrée dans les EMS. «Le Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) ne forme pas d'apprentis ASA mais réfléchit à l'ouverture de postes dans le futur», intervient Ana Soares, responsable de la gestion et du développement de l'apprentissage au CHUV. L'accès se porte pour l'instant sur la formation d'ASSC, avec une cinquantaine d'apprentis dans ce métier. «Les deux institutions romandes sont pleinement et complètement les collaborateurs qui souhaitent obtenir un diplôme fédéral par le biais de la VAE.

cadres

PARLOUTE

L'annonce complète sur www.lausanne.ch/emploi et l'application mobile lausanne

Le Service des routes et de la mobilité recherche un-e **Chef de projets - études et planification en mobilité (90% à 100%)**

Vous profitez de géographie, de EPR, ou maitrise dans le domaine du génie civil, urbanisme ou géographie, ou formation jugée équivalente. Intitulé: 5 années d'expérience professionnelle dans le domaine de la mobilité (études et planification professionnelle dans le domaine de la mobilité, planification et évaluation des transports | capacité de proposer, d'analyser et d'évaluer la vision globale et sens de la perspective | synthèse et de présentation des résultats | communication et aptitudes relationnelles | connaissance de l'anglais et de l'allemand, un atout.

Classe salariale: 11 entrée en fonction: 1er décembre 2017 ou à convenir. Contact: M. Alain Bonin, chef de la Division mobilité, 021 313 38 11 Dossier: service des routes et de la mobilité, recrutement@lausanne.ch | Délai de postulation: 02.11.2017

L'annonce complète sur www.lausanne.ch/emploi et l'application mobile lausanne

Le Service d'accueil de jour de l'enfance recherche un-e **Directeur/trice du CVE de Valency (100%)** pour son centre de vie enfantine (CVE) municipal de Valency (90 places, enfants de 4 mois à 6 1/2 ans).

Vous profitez: titre professionnel reconnu dans le domaine de l'enfance ou formation jugée équivalente | formation de directeur/trice structure sociale (DAS) ou similaire | formations complémentaires en politique familiale et en management, qualifications | expérience confirmée dans la gestion d'équipes | excellentes qualités relationnelles et résistance aux tensions | capacités d'organisation, d'analyse et de synthèse | aptitude décisionnelle et leadership.

Condition spéciale: casting judiciaire vierge. Classe salariale: 12 entrée en fonction: 1er janvier 2018 ou à convenir. Contact: Mme Claude Thibaut, chef de la section préscolaire 021 315 68 38 Dossier: Service d'accueil de jour de l'enfance, Pl. Chauderon, 9 - CP 5932, 1002 Lausanne, rs.saj@lausanne.ch | Délai de postulation: 26.10.2017

L'annonce complète sur www.lausanne.ch/emploi et l'application mobile lausanne

Regroupement de structures d'accueil de la petite enfance subventionnées par la Ville de Genève, recherche un(e) **RESPONSABLE DE SECTEUR à 100%** sous contrat de durée indéterminée

Conditions de candidature selon le convention collective de travail Ville de Genève

Poste: direction d'un secteur composé de trois espaces de vie enfantine et d'un jardin d'enfants
Conditions:
- Offrir, à titre d'atout, un diplôme de base dans le domaine de l'éducation, la santé, la social ou une formation jugée équivalente
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, dont 3 ans dans le domaine de l'éducation de la petite enfance ou dans une activité professionnelle jugée équivalente
- Expérience dans les domaines administratif, financier et comptable
- Compétences en management, organisation, conduite d'équipes (méthodes pédagogiques, personnel administratif, éducatif et technique)
- Un diplôme en direction d'institutions éducatives, sociales et socio-sanitaires est un avantage
- Une expérience sur un poste similaire est souhaitable
Entrée en fonction: dès que possible ou à convenir
Les personnes intéressées, de nationalité suisse ou au bénéfice d'un permis de travail valable, sont priées d'envoyer leur dossier de candidature complet à l'adresse ci-dessous jusqu'au 27 octobre 2017.

À l'attention du Comité - Secteur Petite Enfance de CHAMPEL
c/o SDPE - Ville de Genève - Case postale 394 - 1211 Genève 12

ERT DE FINANCIO
SPM FINANCIO

Vous trouverez la notice de l'annonce sur le site www.fcd.champel.ch sous la référence: EPRF-174007

Délai de postulation: 20 octobre 2017

Chef/ve de la Division constructions et ateliers (100%)

La Direction de la sécurité et de la justice recherche une personnalité affirmée, intéressée aux questions liées à l'entretien des prisons et au bénéfice d'un diplôme technique ET-3 ou équivalent ainsi que d'une solide expérience en matière de conduite dans des domaines de la gestion de bâtiments et de la construction.

Si le poste suscite votre intérêt et que vous maîtrisez la langue française ou allemande et avez de très bonnes connaissances de l'autre langue, consulter notre site internet pour obtenir des informations complémentaires.

24 heures
emploi

Un supplément de 24 heures et la Tribune de Genève **Pédagogie en chef responsables**
24h: Thierry Meyer
Tél: Pierre Rueltsch

24h: Laurent Buschlin, tél. 021 349 43 82
laurent.buschlin@zhne.ch
Tél: Fabrice Birlincher, tél. 022 322 38 27
fabrice.birlincher@zhne.ch
Contact: emploi@pdc.ch

Annexes emploi
Christine Frey, tél. 021 349 50 53
christine.frey@bern.ch

Responsable Marché emploi/formation
Didier Schütz, tél. 021 349 50 65
Impression: CIL Centre d'impression
Lausanne SA à Bursigny

Editeur
Tandem Publishers romandes SA,
tél. 021 349 45 45,
Directeur Serge Raymond,
Une publication de l'amedia AG.

Indication des participations
Tandem Publishers romandes SA, 50%
Edimedia AG, 50%
Edimedia AG, Immoinvest.ch SA,
LC Lussener-Cilas SA,
Société de Publications Nouvelles SPN SA

Une marque de Tamedia

Défense du français
www.defensefrancais.ch

La CRCT est centenaire!

Mal connue du grand public, la Chambre des relations collectives de travail – CRCT – joue un rôle clé à Genève en ce qui concerne le maintien de la paix du travail. Un anniversaire qui permet de remettre en perspective les bases du partenariat social et de comprendre pourquoi tout le monde y gagne.

FLAVIA GIOVANNELLI

Si les notions de partenariat social ou de conventions collectives de travail (CCT) sont familières aux associations professionnelles et à de nombreux entrepreneurs genevois, le rôle de la Chambre des relations collectives de travail (CRCT) n'est pas des plus connus. Pourtant, il trouve sa base dans la loi fédérale sur le travail du 18 juin 1914 dans les fabriques, qui obligeait les cantons à instituer des offices de conciliation en vue de régler à l'amiable les différends d'ordre collectif¹ entre fabricants et ouvriers sur les conditions de travail ainsi que sur l'interprétation et l'exécution de contrats collectifs ou de contrats-type. Cet acte de naissance a donné la base qui a conduit à une institution qui deviendrait la CRCT, officiellement fondée en 1999. D'un point de vue organisationnel, cet organisme est composé d'un président et de son suppléant, élus par le Grand Conseil, ainsi que de quatre juges assesseurs (deux côté employeurs et deux côté salariés) et de leurs suppléants nommés par les juges prud'hommes. Toutefois, elle est indépendante du Tribunal des Prud'hommes, tout comme du



LA PAIX DU TRAVAIL, à Genève, doit notamment son maintien à la Chambre des relations collectives de travail.

Grand Conseil. «C'est un omithorynque», s'en amuse Laurent Moutinot, l'actuel président de la CRCT. Elle s'occupe des désaccords d'ordre collectifs et, dans les litiges relatifs à l'interprétation d'une CCT et ceux soumis par une organisation professionnelle, elle intervient comme autorité de conciliation. Pour célébrer dignement son centenaire, la direction de la CRCT avait invité David Hiler, historien, qui s'est chargé de rappeler combien les relations de travail ont connu des phases houleuses. Cela dès les

débuts du corporatisme, mais surtout du milieu du XIXe siècle jusqu'aux conventions signées entre syndicats et patronat, qui ont permis d'instaurer la paix du travail en 1937. Par extension, les CCT qui en ont découlé ont, toujours selon David Hiler, largement contribué à transformer la Suisse de pays pauvre en nation prospère. Lui succédant, Karine Lempen, professeure à la Faculté de droit de l'Unige, a évoqué quelques cas emblématiques de la jurisprudence actuelle en matière de droit collectif du travail. Pour sa part, Ivan Slatkine, président de

la FER Genève, a mis en exergue les points communs entre les valeurs de la FER Genève et celle de la CRCT, comme l'importance d'aller sur le terrain pour comprendre la réalité du quotidien des entrepreneurs et de leurs employés. Enfin, Pierre Maudet, en charge du département de la sécurité et de l'économie, est venu conclure la partie officielle de cet anniversaire en évoquant lui aussi l'importance du partenariat social pour un canton comme Genève. ■

¹ Par différend collectif, il faut entendre les cas où six salariés au moins sont directement concernés.

BRÈVE

Un camion promouvra les métiers santé-social

Les métiers de la santé et du social sont perpétuellement à la recherche de main-d'œuvre. Dès la mi-octobre, un camion – l'info-Truck – parcourra le canton pour les promouvoir d'une manière que l'on promet ludique et interactive. Il s'arrêtera sur des places publiques, dans des cycles d'orientation, des écoles de culture générale et des collèges et participera à diverses manifestations spécialisées et événements dans les communes. Il proposera de la documentation audiovisuelle et papier, des animations et fournira des informations précises sur les métiers, par le biais de ses conseillers. Cette opération est lancée par le centre d'information et de promotion «le 28», émanation de l'OrTra santé-social, un centre proposant des formations dans le domaine santé-social et piloté par l'Etat, des employeurs, des associations professionnelles et des syndicats. Il vise à rendre attractifs les métiers de la santé et du social, à attirer des personnes vers ces filières et à faire connaître la diversité de ces professions, ainsi qu'à fidéliser les employés qui y travaillent déjà.

Concours du développement durable: go!

La 17e édition du concours genevois du développement durable est lancée. L'appel à candidature se terminera le **29 janvier 2018**. Le concours comporte trois catégories de récompenses: une **bourse** de maximum 30 000 francs pour la concrétisation d'un projet issu des milieux privés ou associatifs, un **prix** de maximum 10 000 francs pour une réalisation mise en oeuvre par des acteurs des milieux privés ou associatifs, une **distinction** (sans dotation financière) pour une réalisation issue du domaine public ou parapublic. Informations et inscriptions: www.ge.ch/concours-dd

SUITE DE LA PAGE 1 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS: UN DOSSIER QUI DIVISE L'UNION EUROPÉENNE

DIVERGENCES

Depuis l'entrée en vigueur de la directive il y a plus de vingt ans, les écarts salariaux se sont creusés. En 1996, l'UE ne comptait que quinze membres et les écarts de salaire minimum étaient de 1 à 3, alors qu'aujourd'hui ils vont de 1 à 10 dans une UE de vingt-huit membres. Même s'il reste marginal, le nombre de travailleurs détachés est en progression constante: en 2015, quelque deux millions de travailleurs ont été temporairement détachés dans un autre Etat membre, soit une augmentation de 41,3% par rapport à 2010. Les pays entrés dans l'UE en 2004, puis en 2007, sont les plus grands pourvoyeurs de travailleurs détachés, tandis que la France et l'Allemagne en accueillent le plus grand nombre. Il n'est dès lors pas étonnant de retrouver cette ligne de fracture dans les débats. A peine élu, le président Emmanuel Macron a pris la tête de la croisade contre le dumping fiscal en proposant des amendements visant à durcir le projet de la Commission européenne. Le président français a réussi à convaincre l'Allemagne, l'Autriche et les pays du Benelux durant l'été. Fin août, il est allé rendre visite à quelques pays d'Europe de l'Est. La République tchèque et la Slovaquie ont déclaré être prêtes à trouver un compromis. En revanche, la Pologne campe sur ses positions, critiquant verbalement «l'arrogance» du président français. Les pays de l'Est

voient cette réforme comme une entrave à leur liberté de circulation. En mai 2016, juste après la présentation du projet de réforme par la Commission européenne, ils ont même brandi «un carton jaune», une procédure qui permet, en réunissant un tiers des pays membres, d'invoquer une atteinte au principe de subsidiarité. Leur demande a été rejetée.

RÉTICENCES PATRONALES

Ce projet ne suscite pas non plus l'enthousiasme des organisations des employeurs. BusinessEurope est ouvertement contre ce projet: «on doit se concentrer sur la lutte contre les pratiques illégales et faire appliquer les règles existantes plutôt que d'ajouter de l'incertitude, de la bureaucratie et des coûts», réagit Markus J. Beyrer, directeur général. Pour l'organisation patronale, la directive actuelle garantit «une protection adéquate» pour les travailleurs détachés et «la proposition de la Commission est une attaque contre le marché unique». Du côté de l'UEAPME (l'association européenne de l'Artisanat et des PME), on ne cache pas que la question divise les associations membres, celles-ci s'alignant en général sur la position de leur gouvernement. L'association s'interroge sur les «nombreuses questions pratiques» que pose la réforme: «le vrai risque, si les règles sont trop extrêmes, surtout en matière d'égalité salariale, sera une augmentation des cas de fraude et

du travail non déclaré», estime Liliane Volozinskis, directrice des Affaires sociales.

BONNE VOLONTÉ

Le sujet est à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil des ministres du Travail, le 23 octobre à Luxembourg. Parviendra-t-on à un accord? «Je fais tout ce que je peux pour rendre possible un accord au prochain Conseil des ministres et je pense qu'avec la bonne volonté de toutes les parties, nous pourrions y arriver», a déclaré Marianne Thyssen, commissaire aux Affaires sociales, lors d'une conférence de presse. «Il est difficile de dire si un accord est possible fin octobre. Ce sont des négociations hautement politiques relancées par le président Macron. Bien sûr qu'il faut de la bonne volonté, mais cela va aussi dépendre de ce que les Etats membres opposés aux propositions françaises obtiendront en échange», commente Liliane Volozinskis. De son côté, le Parlement devrait préciser sa position ces prochains jours: un vote sur le sujet est prévu en Commission de l'emploi le 16 octobre et en plénière à la fin du mois. Ensuite, il s'agira de trouver un accord entre le Conseil, le Parlement et la Commission. Si possible avant le changement de présidence, car en janvier 2018, c'est le tour de la Bulgarie, un pays plutôt opposé à cette révision. Le calendrier est serré. ■

Dossier à suivre dans notre prochain numéro.

EMPLOI Qui détache qui?

C'est le grand dossier de la rentrée pour l'Union européenne: mettre de l'ordre dans la libre circulation des collaborateurs dits détachés. Le sujet concerne aussi l'économie helvétique.

MAURICE SATINEAU

Au début de l'application du détachement de travailleurs, l'objectif était de faciliter la mobilité des compétences. Les politiques sociales et salariales sont cependant restées dans la sphère nationale de chaque Etat membre. C'est là que le bât blesse. Aujourd'hui, le salaire minimum du Luxembourg est pratiquement dix fois celui de la Bulgarie. Le taux de cotisations sociales patronales est six fois moindre à Chypre qu'en France. Imaginer une couverture sociale uniformisée revient soit à baisser le niveau dans certains pays, au prix d'une insurrection politique, soit à le relever dans d'autres, au prix d'une perte de compétitivité. Ce sont bien les mécanismes grippés de convergence du marché unique européen qui sont en cause. Ce qui pouvait être délocalisé au sein même de l'économie européenne l'a été, dans un mouvement plutôt d'ouest en est sur le continent, avec une fraction partant vers le sud. Ce qui n'est pas délocalisable est l'objet d'un mouvement de travailleurs d'est en ouest, avec une portion remontant vers le nord.

FAILLE ET BROUILLARD

A partir de là, il est tentant d'exploiter les failles du système, dans une législation européenne négociée ou reprise par

tous les membres, y compris dans ses imperfections. La directive de base date de 1996 et elle n'a été que marginalement retouchée en 2014. L'article 12 du règlement européen 883-2004 autorise la référence au régime d'assurances sociales du pays d'origine durant deux ans, aucun texte ne donnant la défi-



LE PHÉNOMÈNE touche l'ensemble de l'économie.

inition précise du détachement de personnel. Outre les secteurs classiques de la restauration, de la construction et de l'agriculture, le phénomène touche presque l'ensemble de l'économie. Le gigantesque chantier naval de St Nazaire, par exemple, a besoin de soudeurs très spécialisés introuvables en France. Ils sont donc détachés de Pologne, au prix fort. Les Pays-Bas ou l'Allemagne, de leurs côtés, envoient des spécialistes en finance travailler provisoirement chez les voisins.

CONTRADICTIONS

L'ampleur du problème tient à sa nature. Il ne s'agit plus d'accompagner des échanges de biens ou de services avec des collaborateurs, mais de compresser les coûts par tous les moyens, y compris, parfois, à la limite du trafic de main-d'œuvre. La gestion administrative du détachement favorise les approximations. Année après année, la Commission européenne constate que le nombre de fameux formulaires A1, en principe obligatoires, qu'elle recueille ne correspond pas aux déclarations des membres. De plus, les administrations de sécurité sociale n'ont que des contacts sporadiques. Il n'existe aucune base de données centralisée à l'échelon des vingt-huit membres de l'Union européenne (UE). Des déclarations préalables sont exigées en Allemagne, en Belgique, en France et en Suisse, mais pas en Italie, en Irlande ou en Grande-Bretagne. Entre son grand marché technique, sa faible harmonisation des règles sociales et son projet d'un futur commun prospère, l'UE tente de gérer ses contradictions. Avec le système lacunaire des travailleurs détachés, les chaînes de sous-traitance restent certes européennes, mais un travailleur italien peut se voir détaché dans son propre pays par une agence hongroise. ■



Séquence de l'émission du 17 octobre 2017

Afficher le calendrier



Trish23 - Fotolia



Promotion des métiers de la santé et du social

Le problème n'est pas nouveau: les métiers de la santé et du social n'attirent pas suffisamment de nouvelles recrues. En raison du vieillissement de la population, les besoins en personnels soignants dans le domaine des soins de longue durée devraient même s'accroître encore plus rapidement, selon l'Observatoire suisse de la santé. Alors comment mieux informer jeunes et adultes et drainer plus de monde vers ces professions? Quelles sont les filières et leurs débouchés?

Philippe Girard et Sacha Horovitz en parlent avec Claude Howald, Présidente de l'association OrTra santé-social Genève et OrTra latine.

- 📄 Rapport de l'Observatoire suisse de la santé (PDF)
- 📄 OrTra santé-social Fribourg
- 📄 OrTra santé-social Genève
- 📄 OrTra santé-social Jura

— Quel sujet vous intéresse?

- Toutes les thématiques -

Ma recherche ...

Rechercher

du lundi au vendredi de 8h35 à 9h30 sur
LA 1ERE

A propos de l'émission

Une mine d'informations pour se retrouver dans les méandres du quotidien. Une émission de Philippe Girard et Julien Schekter.

🎧 S'ABONNER AU PODCAST

— Le Guichet

- Posez vos question! →

— Nos dossiers

- Enquête ouverte: rassurez-moi! →

Enquête ouverte:

Espace public

Les arbres font leur festival d'automne

Partout des tapis colorés: la victoire du jaune, du rouge et du pourpre sur le vert chlorophylle

Thierry Mertenat

C'est le moment de l'année où la nature donne du talent aux photographes amateurs. Les voici à l'affût dans les parcs de la ville, pareils à des reporters animaliers, la tenue de camouflage en moins. «J'ai mes spots privilégiés, mes essences favorites et mes heures de la journée», glisse l'un d'eux, croisé sur la promenade de la Treille. Il ajoute, méfiant comme un cueilleur de champignons: «Pas question de lâcher mes meilleures adresses. Trouvez-les vous-même.»

Pas de souci, on trouve. D'abord au nez, qui se souvient d'une feuille à l'odeur balsamique, poussant le long de branches striées et liégeuses. En été, elle est vert sombre; en octobre, elle se met à rougeoier, incendiant à sa façon généreuse et pacifique le cordon boisé du parc La Grange. Chromatisme étourdissant à l'œil: des teintes qui flirtent avec le pourpre, le jaune bien sûr, et le cramoi.

Mue saisonnière

Vite, le nom de cet arbre qui assure le spectacle à lui seul? Liquidambar, autrement appelé en langage vernaculaire: copalme d'Amérique. On lui doit ce rouge très profond qui se voit de loin. A ses côtés, un hêtre de Perse joue les faire-valoir en optant pour des couleurs plus orangées. Dans le même alignement, le cyprès chauve, venu de Floride, a pris du retard; il entame sa mue saisonnière par le haut, des petites taches impressionnistes dégringolant de branches en branches.

Autant de «spots» évolutifs accessibles à tous. Ce spectacle-là est gratuit. Il profite d'une météo favorable aux représentations en plein air (*lire ci-contre*). Les vacances scolaires arrivent à point nommé. Le groupe de ginkgos femelles, de grands arbres élanés aux feuilles jaune doré, à droite du mur des Réformateurs, attend de faire le plein de visiteurs pour revêtir sa robe «aux quarante écus». Elle est encore bien verte. Le spécimen de la promenade Saint-Jean, sur la Rive droite, planté le long du cheminement



L'automne donne de la majesté aux peupliers des bords du Rhône (image du haut) et s'invite au parc La Grange. STEEVE IUNCKER-GOMEZ

L'anticyclone fait le beau temps mais pas la pluie

● Tempête de beau temps: l'anticyclone qui recouvre une bonne partie de l'Europe depuis plusieurs jours ne porte pas de prénom, mais ses effets se vérifient en plaine comme en altitude. Hier après-midi, il faisait 22 degrés à Chamonix et 21 degrés à La Chaux-de-Fonds. Le tarmac le plus chaud était celui de Bâle-Mulhouse avec

25 degrés. A Genève, on se bronzait en caleçon de bain, aux Bains des Pâquis comme sur les pontons des plages éphémères le long du Rhône. Avant de se rafraîchir dans une eau s'approchant des 18 degrés. Chaleur hors de saison, comme les pratiques balnéaires qu'elles induisent. Et cela pourrait même se prolonger, après une

perturbation peu active vendredi et pluvieuse dimanche. «Un retour à un temps sec et à une nouvelle poussée anticyclonique est prévu pour le début de la semaine prochaine», annonce Florent Locatelli, météorologue à MeteoNews. Tout en confirmant «la sécheresse marquée» due à un manque chronique de

précipitations. Le niveau et le débit des cours d'eau sont anormalement bas. Même si la végétation s'est, elle, arrêtée, on continue par exemple à arroser les arbres qui ont été plantés l'hiver dernier sur la plaine de Plainpalais. Une façon de corriger le stress hydrique dont les jeunes plantations - mais pas que - font les frais. **TH.M.**

qui descend vers le Rhône, cache également son changement de costume à venir. L'été indien encourage la garde-robe estivale, sur les terrasses comme dans les parcs. Cette botanique humaine reste l'affaire des spécialistes. Les arbres ont leurs couturiers. L'un d'eux, dendrologue chevronné, rappelle que les colorations ne sont pas toutes identiques au sein d'une même essence. «Suivant les individus, on a des variations significatives, exactement comme la couleur de peau pour l'homme», explique-t-il, tout en

«Cette botanique humaine reste l'affaire des spécialistes. Les arbres ont leurs couturiers»

chassant cette autre idée reçue: «Ce ne sont pas les coups de froid, croyance populaire, qui entraînent les changements de couleurs au niveau des feuilles, mais bien le raccourcissement des jours. Les plantes déclenchent un phénomène hormonal qui provoque cette modification des pigments.»

Des mots d'épicurien

Pour le dire autrement, avec les mots d'un épicurien, Luc-Eric Revilliod, ancien adjoint de direction du Service des espaces verts: «L'été sec et chaud densifie les couleurs. A la belle saison, tout est masqué par le vert de la chlorophylle. Les couleurs qui nous apparaissent éclatantes à l'automne étaient, si l'on veut, cachées. Il suffit d'un petit rayon de soleil pour les révéler.»

Révélation continue, de l'aube jusqu'à la nuit, en allant de la ville à la campagne. «Au pied du Jura, la forêt est juste féerique», lâche ce marcheur en préretraitte champêtre. Le vignoble genevois se met au diapason. Chaque coteau a son dégradé de couleurs, du jaune au rouge. Allez dans le Mandement à vélo; offrez-vous un lever de soleil du côté de Jussy.

Avant de revenir piquer une tête dans le fleuve, le long du sentier des Saules. Les peupliers d'Italie ont encore une racine dans l'été. Ils «tournent» moins vite que les mélèzes des vallées alpines mais ils sont tout aussi resplendissants.

Les métiers de la santé et du social prennent la route à la rencontre des jeunes

Le secteur recrute, mais peine à séduire. Une campagne de promotion innovante débute

On connaissait les food trucks pour un repas sur le pouce, voici l'Info-Truck pour l'orientation professionnelle. Le centre d'information et de promotion Le 28 a inauguré lundi aux Charmilles un stand mobile chargé de faire connaître à travers Genève les métiers de la santé et du social. Objectif: aller à la rencontre des étudiants et des personnes en reconversion professionnelle.

Puisque la relève ne se presse pas vers les métiers de la santé et du social, la promotion vient à elle. «Aide en soins et accompagnement, éducateur de l'enfance ou infirmier sont autant de métiers

qui souffrent parfois d'un manque de reconnaissance, notamment en lien avec la charge de travail importante et la grande responsabilité conférée au personnel. Nous souhaitons valoriser les qualités de ces professions qui offrent des possibilités d'emploi réelles et pérennes», explique Yanik Marguerat, chargé de communication à OrTra santé-social Genève.

La campagne de promotion peut étonner, quand on sait que certaines hautes écoles refusent des étudiants faute de place. Mauro Poggia, conseiller d'Etat chargé de la Santé, présent lors de l'inauguration, l'assure: «Des changements sont prévus. Nous prévoyons d'ouvrir une à deux classes supplémentaires dans la filière des soins infirmiers, à la Haute Ecole de santé (HEDS) à Genève, dès l'année prochaine, par



L'Info-Truck sillonnera les places et les écoles du canton dès le 14 novembre. LUCIEN FORTUNATI

exemple. Durant trop d'années, nous nous sommes contentés, par paresse, d'embaucher à l'étranger du personnel formé.» Mais il n'est pas uniquement question des cursus HES. Loin de là. De nombreuses formations, notamment de type CFC, sont présentées dans cette campagne.

A l'intérieur du «truck», des supports audiovisuels interactifs et des bandes dessinées informeront sur le métier de technicien en radiologie médicale, hygiéniste dentaire ou encore podologue. Des métiers dits «orphelins», car leurs formations sont souvent méconnues des étudiants et du public.

Il s'agit également de fidéliser les personnes travaillant déjà dans le domaine de la santé et du social: «Après plusieurs années d'activité, certains employés désirent chan-

ger, voire évoluer professionnellement. L'objectif est de faciliter leur transition dans des métiers connexes, afin de conserver leurs compétences spécifiques», souligne Yanik Marguerat.

La première sortie de l'Info-Truck est prévue le 14 novembre, à la place de Hollande (11 h-15 h). Il arpentera ensuite d'autres places publiques, les cycles d'orientation, les écoles de culture générale et collèges du canton. Deux conseillers formés par l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC) prendront place à bord du camion rouge et blanc, afin de répondre à toutes les questions des passants. **Lorraine Fasler**

Agenda de l'Info-Truck
<http://genevesantesocial.ch/info-truck/>

En route pour promouvoir les métiers de la santé et du social

FORMATION • Un info-Truck arpente les écoles et les places publiques pour trouver de nouvelles recrues.

Sandra Joly

Depuis une année, le centre d'information et de promotion, *Le 28 - Genève santé social*, promeut les métiers de la santé et du social auprès des jeunes et des personnes en reconversion professionnelle. Et depuis la mi-octobre, le centre lance son «Info-Truck». Objectif: aller vers le public pour l'informer sur ces professions de manière ludique et interactive.

Infos et animations

Pour quelles raisons une telle infrastructure? La relève fait défaut pour des assistants en soins et santé communautaires, podologues, techniciens en analyses biomédicales, éducateurs de l'enfance, etc. Les autorités du canton de Genève ont donc favorisé la mise en œuvre de mesures en vue de garantir la couverture en personnel qualifié dans ces domaines. «Pour maintenir un accès équitable pour tous à des prestations

appropriées et de qualité, *le 28 Genève santé social* est un outil formidable qui devrait permettre de drainer plus de jeunes vers des métiers dans des secteurs porteurs d'emploi», affirme Mauro Poggia, conseiller d'Etat en charge du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (DEAS).

En complément du centre «le 28», l'Info-Truck propose de la documentation (audiovisuelle et papier), des animations et surtout fournit des informations précises sur les métiers. Des conseillers seront présents pour animer des groupes et répondre aux questions. Depuis cet automne, la camionnette arpente les places publiques, les cycles d'orientation, les écoles de culture générale et les collèges. Diverses manifestations spécialisées et événements auront lieu en même temps dans les communes. La priorité sera donnée



L'Info-Truck prêt pour informer de manière ludique et interactive. DR

à des supports interactifs, ludiques et dynamiques, de manière à attirer l'attention du public et l'inciter à se rendre au centre «le 28» qui accueille les visiteurs sans rendez-vous du mardi au jeudi.

Soutiens

Soutenu par le DEAS, avec l'appui du Département de l'instruction publi-

que, de la culture et du sport (DIP) pour la mise sur pied, le centre a bénéficié du soutien de nombreux partenaires, comme la Loterie romande et de fondations privées. ■

**«Le 28 Genève santé social»,
28 rue des Charmilles, tél. 058 255 11 10,
www.genevesantesocial.ch**

L'INVITÉ DE LA RÉDACTION

MÉTIERS DE LA SANTÉ

S'adapter ou disparaître



YANIK MARGUERAT
Chargé de communication
Orfra santé-social

tiers récents. Ils connaissent une forte progression, tant en Suisse qu'à Genève, bien que dans une moindre mesure. La hausse est de 5% pour les ASSC et de près de 20% pour les ASA au niveau suisse.

Si la profession d'ASSC est extrêmement populaire auprès des jeunes en âge de choisir un premier métier dans le domaine de la santé, pour beaucoup d'entre eux, cette formation est un tremplin vers une autre profession. En septembre dernier, une étude menée par l'Observatoire suisse de l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle et l'organisation nationale faîtière des professions de la santé OdASanté a analysé quelle est la situation professionnelle des ASSC cinq ans après la fin de leur formation. Il en ressort qu'environ un quart d'entre eux reste à long terme dans cette profession, alors que la majorité passe au niveau tertiaire dans le domaine de la santé. Plus de la moitié travaille déjà dans une autre profession de la santé, et un cinquième a définitivement abandonné la branche. Ce type d'analyse est essentiel pour s'assurer que les dispositifs de formation sont en adéquation avec les

réalités du marché du travail et qu'ils répondent aux objectifs de recruter plus de professionnels et de les fidéliser.

Pour la formation d'assistant en soins et accompagnement, l'Orfanisation genevoise du monde du travail pour la formation professionnelle dans les domaines de la santé et du social - OrFra santé-social genevoise - a mis sur pied un projet pilote de formation sur vingt-quatre mois pour des adultes souhaitant obtenir le diplôme, mais ne disposant pas de véritable expérience dans les domaines des soins et de l'accompagnement. Il s'agit d'augmenter l'offre dans ce domaine, tout en maintenant un haut niveau de compétences et de professionnalisme.

En sa qualité de plateforme groupant des employeurs, des associations professionnelles et des syndicats, l'OrFra est bien placée pour répondre aux besoins en constante évolution. Elle permet une concertation entre les acteurs qui la composent. Elle a mis en place un incubateur pour faire naître et tester des projets pilotes en coopération avec divers partenaires. Le programme pilote de «préapprentissage d'intégration» lancé par la Confédération

constitue un instrument approprié, car il permet aux réfugiés et aux personnes admises à titre provisoire d'avoir une base suffisante pour entreprendre par la suite un apprentissage. L'OrFra sera donc associée, en partenariat avec d'autres acteurs genevois, à cette démarche novatrice. Un autre exemple réside dans le travail effectué pour faire connaître le futur métier de technologue en dispositifs médicaux au niveau suisse. Ce nouveau CFC, dont la formation sera dispensée dès le rentrée 2018, permettra de former les personnes responsables de la stérilisation d'équipements médicaux et dentaires.

Toujours dans cet esprit d'anticipation et de prospection, un zoom métiers sera organisé le 18 avril 2018 avec la cité des métiers (OFPC) sur les nouveaux métiers de la santé. Il s'agit de se montrer innovant, à l'écoute des besoins du marché du travail et en adéquation avec les changements qui interviennent au niveau de la population. En définitive, c'est de cette manière que la promotion des métiers dans les domaines santé et social sera véritablement efficace et ciblée. ■

BRÈVE

Trophées du commerce France Suisse

La 29e édition des Trophées du commerce France Suisse se tiendra vendredi 2 février 2018 à Montreux. Cet événement vise à récompenser des entreprises dont l'activité contribue à développer les relations économiques entre les deux pays. Il est organisé par la Chambre de commerce et d'industrie France Suisse (CCIFS). Les candidats peuvent concourir dans sept catégories: Développement français vers la Suisse; Développement suisse vers la France; Développement durable; Industrie et technologie; Innovation; Tradition savoir-faire; Volontariat international en entreprise.

La CCIFS se charge, en liaison avec les partenaires et les officiels français et suisses, d'effectuer la sélection. Le jury se compose de représentants du Greater Geneva Bern area, de Business France, de la section Suisse des Conseillers du Commerce Extérieur de la France, du magazine *Bilan* et de la CCI France Suisse. Les candidatures peuvent être déposées jusqu'au 8 janvier 2018.

Règlement et formulaires d'inscriptions
www.trophees-ccifs.ch

Entreprises familiales résistantes

Une étude sur les entreprises familiales, rédigée par Aline Yazgi et publiée par la CCIG et la BCGe en collaboration avec l'OCSTAT, a passé l'apport des entreprises familiales à l'économie à la loupe. On estime que trois sociétés suisses sur quatre sont en mains familiales, soit quelque 375 000 PME engendrant 60% du PIB suisse. Moins performantes que les autres lorsque tout va bien, elles résistent beaucoup mieux quand la conjoncture est mauvaise. Leur gouvernance demande beaucoup de doigté.

L'étude est disponible en ligne sur www.ccig.ch/publication